

RUD-URUNANA

Urunana rw'Abaharanira Ubumwe na Demokarasi
Ralliement pour l'Unité et la Démocratie
Rally for Unity and Democracy

Tel: 1-201-794-6542 /

1-506-461-3919

Email: urunana@optonline.net

url: www.rud-urunana.org

COMMUNIQUE DE PRESSE PP No. 01/AUGUST/08

REQUISITOIRE DE KIGALI CONTRE LA FRANCE : UNE SOIT-DISANTE « COMMISSION » POUR UNE VERITE A LA CARTE

Notre organisation vient d'apprendre que le Gouvernement Rwandais a finalement décidé de rendre publique le rapport de la « Commission Mucyo » dont les conclusions feraient état de l'implication de plusieurs hauts responsables français tant politiques que militaires dans les horribles événements qui ont marqué la tragédie rwandaise de 1994.

Cette commission, qualifiée d'indépendante que de nom, avait été mise sur pied suite à l'inculpation par le juge Jean-Louis Bruguière de plusieurs officiers du Front Patriotique Rwandais (FPR) pour le rôle que ceux-ci ont joué dans l'attentat qui a coûté la vie aux Présidents rwandais Juvénal Habyarimana et burundais Cyprien Ntaryamira, leurs proches collaborateurs et les membres d'équipage au soir du 6 Avril 1994.

Entre temps, la justice espagnole a lancé des mandats d'arrêt contre plus d'une quarantaine d'officiers de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) pour plusieurs crimes commis au Rwanda et dans la région de Grands Lacs.

Bien que d'emblée on se féliciterait de tout ce qui peut jeter une lumière à ce qui s'est passé dans notre pays depuis Octobre 1990 jusqu'à nos jours, notre Organisation est de l'avis que pour être crédible et impartial, ce genre de travail devrait être entrepris par des institutions physiques et/ou morales réellement indépendantes et non des commissions sous la coupe du régime de Kigali. Au moment où les hauts responsables du régime y compris le Chef d'Etat, Paul Kagame, sont assaillis de toute part par des mandats d'arrestation, connaissant le mode de fonctionnement mafieux de l'État rwandais, nous avons de très sérieuses réserves sur les conclusions de cette commission du régime de Kigali. En plus, il est très étonnant que le régime actuel n'ait jamais mis en cause les autres puissances tant régionales qu'étrangères qui l'ont soutenu pour se hisser au sommet de l'Etat rwandais et ce depuis 1994.

Le rapport rendu public à Kigali n'a pour autre objectif que de couper court aux mandats internationaux lancés récemment contre plusieurs officiers de l'APR pour avoir perpétré plusieurs crimes tant au Rwanda que dans la région des Grands Lacs et ce depuis octobre 1990. Notre organisation n'a nullement confiance ni dans la neutralité et l'impartialité encore moins ni dans la justice rwandaise actuelle. Mais plutôt nous sommes d'avis que le rapport « Mucyo » sert et servira de diversion, de théâtre et de paravent pour ne pas impliquer les vrais preneurs de décision en mettant sur le banc des accusés quelques boucs émissaires.

Par conséquent, notre Organisation dénonce en de termes très forts l'instrumentalisation de la tragédie rwandaise par le régime de Kigali pour des fins politiciennes et médiatiques. Ce dont le peuple rwandais a besoin est toute la Vérité et une Justice équitable et impartiale et non des conclusions à l'arrache pied qui sont d'emblée faites pour protéger des hautes personnalités du FPR/APR dont la responsabilité dans le drame rwandais n'est pas à démontrer. Nous

demandons avec insistance que le régime de Kigali livre au TPIR ou à toute autre juridiction internationale indépendante toutes les personnes frappées par les mandats internationaux récemment délivrés par la justice espagnole et la justice française.

Finalement, notre organisation réaffirme sa détermination d'accompagner le Peuple Rwandais dans cette recherche de la Vérité qui est la fondation d'une Justice impartiale et équitable, ciment d'une Réconciliation authentique entre toutes les composantes de la société rwandaise. Relever ce défi constituerait un vibrant hommage que le Peuple Rwandais et tous les peuples amis du Rwanda feraient à toutes les Victimes sans distinction. Tout en souscrivant sans réserve à la lutte contre l'impunité, le RUD-Urunana reste convaincu que ceci ne peut se faire au détriment de la Vérité, de la Justice indépendante et impartiale et de l'Equité.

Pour que les rwandais puissent avoir confiance dans toute démarche visant la recherche de la Vérité sur la tragédie rwandaise et l'administration de la Justice, celle-ci doit être l'émanation du Dialogue Inter-Rwandais seule cadre qui mettra en place une Commission Vérité, Justice et Réconciliation ainsi que des institutions politiques, sécuritaires et juridiques dans les quelles toutes les composantes de la société rwandaise se reconnaissent.

5 Août 2008

AUGUSTIN DUKUZE, PH.D.
Commissaire à l'Information, Porte-Parole
RUD-Urunana